

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 23/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISPEO

Parc d'Activité des 4 Vents
5 avenue Antoine Pinay
59510 Hem

Références : 23042024_DISPEO_HEM
Code AIOT : 0007005202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement DISPEO implanté Parc d'Activité des 4 Vents 5 avenue Antoine Pinay 59510 Hem. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISPEO
- Parc d'Activité des 4 Vents 5 avenue Antoine Pinay 59510 Hem
- Code AIOT : 0007005202

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dispeo propose des services logistiques sur mesure :

- Logistique e-commerce et retail,
- Logistique d'animation de réseaux,
- Services de transport et livraison.

DISPEO exploite une plateforme logistique à HEM (59).

Le site occupe une superficie d'environ 300 000 m² dont 36 000 m² pour le nouvel entrepôt qui a progressivement démarré son exploitation en mars 2013, 12 000 m² pour le bâtiment existant, 62 000 m² de voiries, environ 5 000 m² pour les bureaux et les bâtiments techniques, et 185000m² d'espaces verts.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 7.6.2.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Sans objet
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
4	Etat des matières stockées d'information	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de la population (A et Enr)		
5	Consignes générales d'intervention	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 23	Sans objet
6	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
10	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une visite d'inspection a été réalisée le 23 avril 2024 sur le site exploité par DISPEO situé sur le parc d'activité des 4 Vents au 5 rue Antoine Pinay à HEM sur la thématique risque incendie. Les points de contrôle portaient sur la situation administrative, l'état des stocks, les moyens de lutte contre l'incendie et l'étude de flux thermique.

Des points de non-conformité ont été relevés :

- les essais hebdomadaires du système d'extinction automatique d'incendie ne sont plus réalisés depuis la deuxième semaine de février 2024. L'exploitant ne justifie pas également l'efficacité de cette installation par la non remise du dernier rapport de vérification Q1. L'exploitant ne respecte pas le point 13, annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.
- les dernières vérifications réglementaires des extincteurs et des RIA n'ont pas été réalisées. L'exploitant ne respecte pas l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 25/04/2012.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Situation administrative, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des

véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral du 25 avril 2012 au titre de la rubrique 1510.1 pour un volume de 460 800 m³. Il est non classé pour les rubriques 1530, 1532 et 2663.2.</p> <p>L'autorisation portait sur un entrepôt composé de 6 cellules de 6000 m² chacune et de hauteur de faîtage de 12,80 m. L'entrepôt n'a pas subi de modifications depuis. L'installation est toujours soumise à la rubrique 1510.</p> <p>Compte tenu de l'évolution de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées, le site relève désormais du régime de l'enregistrement. Celui-ci reste cependant régi suivant les règles de l'autorisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

L'exploitant tient à jour un état des stocks par le biais d'un outil informatique de type WMS Warehouse Management System de marque Manhattan : logiciel d'optimisation et de gestion des stocks.

Il est mis à jour quotidiennement et contient à la date de l'inspection près de 170 000 références.

Un recalage périodique est réalisé grâce à un inventaire tournant qui permet à l'exploitant de recalculer l'ensemble de ses produits en un an.

Il n'est pas stocké de matières dangereuses. Les seuls produits dangereux avec fiche de données de sécurité sont les produits nécessaires à la maintenance et l'entretien du bâtiment. Les FDS sont accessibles sur un serveur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des

installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection une synthèse de son état des stocks réalisée grâce à POWER BI, outil Microsoft d'analyse de données.</p> <p>L'exploitant ne stocke pas de matières dangereuses.</p> <p>L'analyse indique par emplacement dans l'entrepôt la quantité de produits par rubrique sous forme de graphe en barre et la typologie d'article sous forme de graphe en camembert.</p> <p>L'analyse est paramétrable. L'emplacement se fait à l'échelle du niveau dans la cellule ou d'un groupement de cellule. Il est possible de choisir entre différentes mesures de produits : poids en T, quantité, volume en m3.</p> <p>Cette analyse est mise à jour automatiquement toutes les heures et est accessible à distance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne stocke pas de matières dangereuses.</p> <p>L'état des stocks présenté au constat n°3 répond également à cet objectif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;- les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de</p>

secours. [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son plan de défense incendie. Le PDI a été créé le 04/09/2023.</p> <p>La structure du document et une grande partie des documents attendus y figurent : les schémas d'alarme et d'alerte, l'organisation de la première intervention et de l'évacuation, les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours, les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu, le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, le plan des poteaux incendie, des extincteurs, des RIA, ...etc.</p> <p>Certaines parties sont en cours de mise à jour ou de finalisation: plan des réseaux d'eau, d'alimentation gaz de ville, électrique, air comprimé, le zonage des risques, le scénario majorant, les documents relatifs au système d'extinction automatique, plan des issues de secours.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection échanger avec le SDIS afin que le contenu réponde au mieux à leurs besoins. Ces échanges sont mentionnés dans le cartouche des versions en tête de document.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu</p>

pour les dispositifs de détection.

Constats :

L'inspection a constaté que la détection incendie est assurée au sein des cellules par le système d'extinction automatique.

Les cellules D, E et F comportent des "picking tower". Les structures "picking tower" sont sprinklées à chaque niveau.

Pour les cellules contenant des structures de type "picking tower", l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le 26 novembre 2015 une étude spécifique d'ingénierie incendie. Les objectifs de cette étude sont les suivants:

- d'une part, des objectifs liés à la cinétique d'incendie compatible avec:
l'évacuation des personnes;
l'intervention des secours.
- D'autre part, des objectifs liés à la structure du bâtiment et à la cinétique de ruine:
non effondrement vers l'extérieur de la première cellule en feu;
absence de ruine en chaîne.

Les conclusions de cette étude montrent que: en cas d'incendie se déclarant au sein des cellules D, E ou F, la cinétique d'incendie est compatible avec l'évacuation des personnes et la cinématique de ruine des picking tower n'entraînera pas la ruine de la structure à condition que des renforcements structurels soient réalisés.

Dans son rapport du 29 avril 2016 l'inspection des installations classées avait noté que les objectifs cinétique d'incendie étaient compatibles avec l'évacuation des personnes et l'intervention des secours.

La visite de l'inspection du 27 mars 2017 a permis de constater la réalisation de travaux permettant d'après EFECTIS France de répondre aux objectifs liés à la structure du bâtiment et à la cinétique de ruine.

Le système de détection des picking tower est adapté et dédié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

L'inspection a constaté la présence sur plan et par sondage des moyens de lutte contre l'incendie suivant:

- une cuve métallique de 540 m³ équipée de 2 vannes de raccordement pour les pompiers.
- 7 hydrants privés sur plan dont 4 vus par sondage autour du site.
- d'extincteurs et de RIA répartis uniformément à l'intérieur des cellules.
- d'un système d'extinction automatique sur les 6 cellules alimenté par 2 cuves.

Le SDIS a été informé de l'implantation des points d'eau incendie par transmission du plan de défense incendie (PDI). Les moyens d'alerte sont rappelés dans le PDI et par affichage dans le bâtiment.

L'historique des dernières vérifications réglementaires est le suivant:

- Hydrants: intervention du 06/03/2023 de la société DESAUTEL pour la vérification des 7 poteaux incendie. Le rapport est présenté à l'inspection. Les débits ont été mesurés unitairement et en simultané. Il n'est pas indiqué de débit inférieur à 60 m³/h (débit unitaire entre 108 et 163 m³/h).
- Extincteurs: intervention du 29/12/2022 de la société DESAUTEL. Les opérations de maintenance ont été réalisées.
- RIA: intervention du 06 au 17/02/2023 de la société AAI. Le rapport est présenté à l'inspection. L'exploitant a levé les observations du rapport (attestation de AAI présentée).
- Système d'extinction automatique: intervention du AAI pour la vérification semestrielle du 25-26/10/2023 et du 02/04/2024 mais seul le rapport Q1 du 26/10/2023 est présenté par l'exploitant. L'organisme de contrôle n'a pas remis le rapport Q1 du fait de la situation financière de l'exploitant.

Sur le Q1 d'octobre 2023:

- il n'y a pas de non-conformités avec risque de mise en échec.
- il est noté des points de non-conformités sans risque de mise en échec: les besoins hydrauliques de l'installation sont couverts pour le sprinkleur mais ceux des RIA ne le sont pas, réglage moteur à effectuer, réserve gasoil vide et des groupes à moitié plein.

La non remise du rapport Q1 suite à la vérification du 02/04/2024 ne permet pas de statuer sur la levée de ces non-conformités.

L'inspection constate sur le registre dans le local sprinkleur que les essais hebdomadaires du système d'extinction automatique ne sont plus réalisés depuis la deuxième semaine de février 2024.

La situation actuelle de l'exploitant a des conséquences sur les vérifications réglementaires: non remise du rapport de prestataires (sprinkleur) suite à un défaut de paiement.

L'exploitant n'entretient pas régulièrement le système d'extinction automatique d'incendie et ne justifie pas l'efficacité de cette installation conformément à cette prescription.

L'exploitant indique réaliser des exercices de défense contre l'incendie 2 fois par an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2012, article 7.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il est présenté à l'inspection le registre, visible au poste de sécurité, où sont inscrits les interventions de maintenance sur les moyens d'extinction incendie.</p> <p>L'exploitant a fourni également les derniers rapports de vérifications réglementaires.</p> <p>L'historique des dernières vérifications réglementaires est le suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hydrants : intervention du 06/03/2023 de la société DESAUTEL pour la vérification des 7 poteaux incendie. Le rapport est présenté à l'inspection. - Extincteurs : intervention du 29/12/2022 de la société DESAUTEL. Le rapport est présenté à l'inspection. - RIA : intervention du 06 au 17/02/2023 de la société AAI. Le rapport est présenté à l'inspection. - Système d'extinction automatique : intervention du AAI pour la vérification semestrielle du 25-26/10/2023 et du 02/04/2024 mais seul le rapport Q1 du 26/10/2023 est présenté par l'exploitant. <p>La situation actuelle de l'exploitant a des conséquences sur les vérifications réglementaires : non réalisation de vérifications à réaliser en 2024 (extincteur et RIA).</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé les vérifications réglementaires des extincteurs et des RIA début 2024 et ne respectent donc pas la fréquence annuelle de ces vérifications. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon état de ces moyens de lutte incendie (extincteurs et RIA) conformément à cette prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

Les besoins en eau ont été calculés conformément au document technique D9 et s'élèvent à 270 m³/h pendant 2 heures.

La réserve d'eau incendie en cuve métallique de 540 m³ permet de répondre à ce besoin. Les 7 hydrants apportent un débit supplémentaire uniformément réparti autour de l'entrepôt.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : L'étude sur les effets thermiques de 8 kW/m ² a été mise à jour début 2024 par environnance (rapport du 8 avril 2024). Les conclusions sont les suivantes: <i>« A / Trois configurations de stockage distinctes ont été modélisées pour le site de HEM exploité par DISPEO :</i> - <i>Configuration 1 : stockage de palettes « type 1510 » en racks, perpendiculairement à la façade de quais, sur une hauteur de 10,5 m.</i> - <i>Configuration 2 : stockage de palettes « type 2662 » en racks, perpendiculairement à la façade de quais, sur une hauteur de 10,5 m.</i> - <i>Configuration 3 (spécifique à DISPEO en cellules D, E et F) : stockage de palettes « type 2662 », en mezzanine.</i> <i>B / Pour l'ensemble des configurations étudiées, il ressort des modélisations que les flux thermiques de 8kW/m² ne sortent pas des limites du site.»</i> Les hypothèses étudiées correspondent à des configurations actuelles et futures réalistes étant donné le classement de l'entrepôt selon la nomenclature des installations classées. Aucun aménagement de protection contre l'incendie n'est à prévoir.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite